



Célébration de l'Ascension: Le Président Ndayishimiye exhorte les Burundais à afficher un comportement irréprochable



Lors de la célébration de la fête de l'Ascension le jeudi 18 mai 2023, le Chef de l'Etat Son Excellence Evariste Ndayishimiye s'est joint aux Chrétiens de l'Eglise du Saint Esprit des Jésuites de Kiriri où il a appelé les Burundais à avoir un comportement sans reproche, digne des enfants de Dieu.

En ce jour de l'Ascension qui est célébrée le quarantième jour à partir de Pâques, le Numéro Un Burundais a souhaité une bonne fête à tous les Chrétiens et leur a également souhaité de bien mener la Neuvaine de prière pour se préparer à la Pentecôte.

« Nous devons toujours avoir en cons-

cience que le Burundi a été longtemps confié à Dieu. Ainsi, devons-nous nous conduire comme ses enfants et lui montrer que nous vivons avec lui au quotidien, a-t-il déclaré.

Dans son homélie tirée dans Marc 16:19 et Actes 1:2-3, le Curé de l'Eglise du Saint Esprit des Jésuites de Kiriri, Désiré Yamuremye, a invité les chrétiens à témoigner de l'amour les uns envers les autres selon le commandement de Dieu « Tu aimeras ton prochain comme toi-même », en attendant le retour du Christ.

(www.presidence.gov.bi)

Dans ce numéro:

page

Célébration de l'Ascension: Le Président Ndayishimiye exhorte les Burundais à afficher un comportement irréprochable

1

La Chine, la Russie et la Banque Mondiale dans une nouvelle phase de coopération avec le Burundi

2

Le Burundi a célébré le lundi 15 mai 2023 la Journée Africaine de l'Alimentation Scolaire

3

Le Sénat adopte le projet de loi portant modification du Code de Procédures Civiles du Burundi

5

Descente des Ministres en Mairie de Bujumbura

7

La Chine, la Russie et la Banque Mondiale dans une nouvelle phase de coopération avec le Burundi



Le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a reçu mercredi, au Palais Ntare Rushatsi, différentes personnalités de la Fédération de Russie, de la Chine et de la Banque Mondiale.

Le premier à être reçu par le Chef de l'Etat burundais est l'Ambassadeur Valery A. MIKHAYLOV de la Russie au Burundi. Celui-ci a d'abord remercié le Chef de l'Etat pour l'audience avant d'apprécier positivement les relations diplomatiques très bonnes depuis 60 ans. L'Ambassadeur MIKHAYLOV a également apprécié le leadership éclairé du Chef de l'Etat burundais, surtout en ce qui est de son implication dans l'autonomisation des jeunes. Cela va de pair, selon cette personnalité, avec le programme des cantines scolaires que la Russie compte appuyer. Sur ce, la Première Dame du Burundi est invitée au forum économique de Saint Petersburg en Russie où elle va participer à la session plénière des débats dédiés aux problèmes de cantines scolaires.

Il a ensuite fait savoir que des accords de coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire, la santé, la justice et du travail entre les deux pays, sont également en cours de préparation. L'ambassadeur de la Russie au Burundi a également fait savoir que le Burundi est en outre convié au deuxième Sommet Russie-Afrique qui va se tenir fin juillet 2023 à Saint Petersburg.

Le Président de la République a également reçu en

audience l'Ambassadeur de Chine Zhao Jiangping. Cette dernière l'a d'abord félicité pour la tenue du 11ème Sommet des Chefs d'Etats signataires de l'Accord Cadre pour la coopération, la paix et la sécurité à l'Est de la RDC et la région. Ambassadeur Zhao Jiangping a fait savoir que la Chine se réjouit que le Burundi joue un rôle important dans la restauration de la paix en RDC.

” La Chine va commencer la 6ème phase de coopération technique qui va mettre un accent particulier sur l'installation des villages de démonstration des semences sélectionnées du riz et du maïs, et la formation des talents”, a dit Am-

bassadeur Jiangping, manifestant l'engagement de son pays à contribuer à l'atteinte de l'objectif de la Vision Burundi Pays Émergent en 2040-Pays Développé en 2060.

Dans le domaine des infrastructures, elle a mentionné que les travaux de déviation de la RN1 vont commencer dans les trois mois prochains, et que les deux pays travaillent sur le projet de réhabilitation de l'aéroport international Melchior Ndadaye.

Le Représentant Résident de la Banque Mondiale Madame Hawa Wagué a aussi été reçue en audience. “On va aider dans la digitalisation de toute la chaîne des finances publiques, des revenus, des dépenses, la passation des marchés et le renforcement des capacités en statistiques”, a-t-il dit.

Elle n'a pas manqué de féliciter le Chef de l'Etat burundais quant aux réformes économiques en cours, avant de promettre que l'appui de la Banque mondiale dans ce secteur permettra au Burundi d'attirer beaucoup d'investisseurs privés et par conséquent augmenter les exportations.

Le Président de la République a enfin reçu le Nonce Apostolique Mgr Dieudonné Datonou et le Bureau de la Conférence Épiscopale du Burundi. Leurs échanges ont porté sur l'action gouvernementale et le soutien multiforme de l'Eglise catholique. www.presidence.gov.bi

Le Burundi a célébré le lundi 15 mai 2023 la Journée Africaine de l'Alimentation Scolaire



Cette journée a été célébrée à l'Ecole Fondamentale Nyamugari de la Commune Kabezi dans la province de Bujumbura sous le Haut Patronage de la Première Dame S.E Angéline NDAYISHIMIYE sous le thème "Stimuler les systèmes locaux d'approvisionnement alimentaire et les chaînes de valeurs régionales". Cette célébration a également vu la participation du Ministre de l'Education et de la Recherche Scientifique Dr François HAVYARIMANA et des représentants des Agences des Nations Unies dont le Programme Alimentaire Mondiale et pays qui contribuent dans la mise en œuvre du Programme National d'Alimentation Scolaire(PNAS).

Dans son discours, le Chef de Programme Monsieur NIAMKE Kodjo qui a représenté le Directeur-Pays du PAM, a dit que le Programme d'Alimentation Scolaires (PNAS) basé sur la production locale a un impact positif non seulement sur l'éducation d'élèves, mais aussi sur les agriculteurs et les communautés locales dans leur ensemble. L'atteinte de la couverture universelle en matière d'alimentation requiert de renforcer l'intégration et les synergies entre les secteurs clés notamment celui de l'éducation, le secteur de l'agriculture et celui de la santé eu égard aux différents rôles de chaque secteur cité, a précisé le Chef de Programme. Il a aussi salué le courage et le leadership de SE la Première Dame pour son engagement à lutter contre la malnutrition et à appuyer le PNAS. Le Chef de Pro-

gramme au PAM a terminé en réaffirmant l'engagement du PAM à soutenir la mise en œuvre du PNAS.

Le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique a quant à lui, indiqué dans son discours que, pour réussir le PNAS, les parents doivent contribuer en vivres surtout pendant les périodes de bonnes récoltes. Il a indiqué que le manque d'infrastructures essentielles pour l'alimentation scolaire comme les réfectoires, les espaces de stockages, constitue l'un des défis auxquels se trouve confronté la mise en œuvre du PNAS. Il a réitéré un appui soutenu du PNAS étant donné les avantages que le programme induit

directement sur la qualité de l'éducation et le développement du monde rural à travers les agriculteurs et les éleveurs groupés dans des coopératives.

En tant que Marraine du programme de cantine scolaire, la Première Dame du Burundi a salué les efforts des uns et des autres qui sont engagés à contribuer pour la réussite du Programme National d'Alimentation Scolaire. Elle a rappelé que l'objectif visé est de nourrir tous les enfants qui sont sur le banc de l'école au Burundi et qui sont aujourd'hui évalué à plus de 2, 8 millions d'élèves du Fondamental. C'est au moment où ce programme intervient en faveur de plus de 650.000 élèves qui sont dans sept provinces du pays. La Première Dame a saisi cette occasion pour demander à tout burundais animé par un esprit patriotique, à contribuer afin que tous les enfants soient nourris à l'école. Elle a terminé son discours en rendant un hommage très appuyé au Gouvernement du Burundi qui met à la disposition du Ministère de l'Education les moyens financiers pour la mise en œuvre du Programme d'Alimentation Scolaire, et a exhorté le Gouvernement de revoir à la hausse de manière progressive sa contribution pour une alimentation scolaire universelle au Burundi. Les cérémonies ont été clôturées par une séance de partage des repas entre la Première Dame du Burundi et les écoliers de l'ECOFO Nyamugari qui a abrité les cérémonies. (www.presidence.gov.bi)

Le Sénat adopte le projet de loi portant modification du Code de Procédures Civiles du Burundi



La Ministre Domine Banyankimbona a précisé qu'il s'observe encore certains défis qui rendent difficile l'accès à la justice auxquels il faut apporter des réponses adéquates. C'est notamment le défi lié à la lenteur des procédures judiciaires.

En effet, la Ministre en charge de la justice a dit que la population burundaise se lamente toujours des procès interminables, de la lenteur des procédures, de la difficulté liée à l'exécution des décisions judiciaires, de l'éloignement des juridictions, des manœuvres dilatoires des justiciables, etc.

Le Sénat burundais s'est réuni vendredi le 19 mai 2023, en séance plénière pour analyser le projet de loi portant modification du Code de Procédure Civile.

La Ministre de la justice Madame Domine Banyankimbona était la Représentante du Gouvernement pour donner des éclaircissements aux sénateurs en rapport avec ce projet de loi.

Dans son exposé des motifs, la Ministre de la justice a présenté le contenu du projet de loi portant modification du Code de Procédures Civiles et a indiqué aux sénateurs que ce Code est actuellement régi par la loi n°1/10 du 13 mai 2004.

En vue d'améliorer l'administration de la justice, la Ministre de la justice a fait savoir qu'il est impérieux de revoir le code de procédure civile pour l'adapter aux impératifs du moment.

Les Sénateurs après avoir examiné ce projet de loi portant modification du Code de Procédures Civiles et après avoir obtenu des réponses aux multiples questions posées et moyennant quelques amendements, ils l'ont adopté à l'unanimité. (www.rtnb.bi)

Le Burundi envisage améliorer l'accessibilité à l'internet et rendre plus performantes les communications électroniques



Le Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias a sorti,

une déclaration à la veille de la célébration de la journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information qui a été célébrée mercredi le 17 mai 2023 sous le thème : « L'autonomisation des pays les moins avancés grâce aux technologies de l'information et de la communication. »

Selon Mme Léocadie Ndacayisaba, la Ministre ayant la communication en charge, l'objectif de cette journée est de sensibiliser l'opinion sur les opportunités qu'offrent les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour les pays en développement et les perspectives qu'ouvrent l'utilisation de l'internet et des technologies de l'information et de la communication dans les domaines économiques et sociaux ainsi

qu'aux moyens permettant de réduire la fracture numérique c'est-à-dire l'inégalité dans l'utilisation et l'accès aux TIC. Selon Mme Ndacayisaba, les TIC permettent de fournir des biens et services de qualité dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la finance, du commerce, de la gouvernance, de l'agriculture et autres. Elles contribuent à réduire la pauvreté, à améliorer la santé, à créer de nouveaux emplois, à atténuer les effets de changements climatiques, à améliorer l'efficacité énergétique et à rendre les villes et les communautés plus durables. Ces dernières contribuent aussi dans la compétitivité des entreprises et dans l'efficacité des administrations et des services publics.

Le Ministre en charge de la communication a fait savoir que pour répondre au thème cité en haut, le Burundi envisage déployer une connectivité large bande et à développer des applications TIC pour faciliter la fourniture d'un accès au numérique gratuit ou peu coûteux au profit des écoles, des hôpitaux et des populations mal desservies.

Le progrès technologique accroît la production éco-

nomique et le bien-être en améliorant la productivité, c'est-à-dire en permettant de produire plus avec les mêmes ressources, et en favorisant plus d'innovation et de développement, a ajouté la Ministre Ndacayisaba.

Elle a signalé que l'une des défis auxquels le Burundi fait face est la couverture des réseaux téléphoniques et l'internet de haut débit, l'accès aux terminaux qui sont coûteux et une culture numérique en particulier dans les administrations publiques. Malgré cela, l'État s'évertue à renforcer les infrastructures de télécommunication existant à travers plusieurs projets qui sont en train d'être mis en œuvre. Elle a donné l'exemple du projet PAFEN (Système de rangement mural à outils) qui doit étendre et améliorer l'accessibilité et rendre plus performantes les communications électroniques au Burundi en général et dans les communautés rurales en particulier mal desservies. Ces importants investissements doivent dans un avenir proche, permettre au Burundi de bénéficier d'un débit internet de bonne qualité à des prix abordables pour la majorité des citoyens. (www.rtnb.bi)

Muyinga: les coopératives aurifères appelées à l'utilisation des méthodes modernes et industrielles



Le Premier Ministre Lieutenant Général de Police Gervais Ndirakobuca a tenu une réunion d'évaluation des coopératives aurifères mardi le 16 mai 2022 au chef-lieu de la province Muyinga. Ont pris part à cette réunion, le Ministre en charge de l'énergie et mines, Ir Ibrahim Uwizeye, celui en charge de l'intérieur et de la sécurité publique, Monsieur Martin Niteretse, le Vice-Gouverneur de la Banque de la République du Burundi, les commissaires régionaux de police, les Gouverneurs, les Administrateurs communaux et les Représentants des

coopératives aurifères.

Dans son mot d'accueil, le Gouverneur de Muyinga Monsieur J.Claude Barutwanayo a indiqué que les activités dans le secteur minier se déroulent normalement dans les différents sites.

Néanmoins, il a déploré qu'il existe des personnes qui continuent à exploiter clandestinement de l'or et dont l'extraction illicite occasionne souvent des accidents mortelles. Et de préciser que cinq coopératives aurifères sont autorisées à exploiter de l'or dans la province Muyinga en plus de la société SOTB, une intervention chirurgicale ou la bombe.

Le Premier Ministre Lieutenant Général de Police Gervais Ndirakobuca a remercié les administratifs qui, en collaboration avec la police, s'attellent à assurer la bonne coordination du secteur minier. Il a demandé aux exploitants des minerais de respecter la loi tout en évitant des vols et fraudes des mines car ces dernières constituent une richesse nationale et non individuelle.

Le Premier Ministre Lieutenant Général de Police Gervais Ndirakobuca a fait savoir que cette réunion était aussi une occasion d'analyser ensemble les actions à mener pour augmenter la production en or. Les orpailleurs doivent remettre en totalité au comptoir de la BRB, toute la quantité d'or qu'ils ont exploitée, a souligné le Premier Ministre. Il a recommandé aux coopératives aurifères d'user des méthodes modernes en vue de diminuer les accidents lors des travaux d'extraction des minerais.

Après la réunion d'évaluation des coopératives œu-

vrant dans l'exploitation de l'or, le Premier Ministre Lieutenant Général de Police Gervais Ndirakobuca et le Ministre en charge de l'Energie et Mines ont visité la société SOTB qui exploite industriellement de l'or sur la colline Nyungu en commune Gasorwe de la province Muyinga.

Le Premier Ministre a apprécié positivement le travail de la société SOTB à voir ses méthodes et ses laboratoires et a interpellé les autres coopératives aurifères à lui emboîter le pas. (www.rtnb.bi)

Descente des Ministres en Mairie de Bujumbura



Les membres du Gouvernement ont entamé lundi le 15 mai 2023, une campagne de descentes sur terrain dans différentes communes du pays pour s'enquérir des doléances de la population.

Pour cette première journée, les Ministres en charge de l'Intérieur, de la Défense, de la Justice et des infrastructures ont écouté les doléances des habitants de la commune Ntakangwa en Mairie de Bujumbura.

Quant au Ministre de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias, celui des Affaires de Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture ainsi que le Ministre de la Fonction Publique et de l'Emploi étaient au lycée Scheppers de Nyakabinga pour recueillir les préoccupations de la population de la commune Mukaza et d'y apporter des solutions, dans le cadre des descentes des ministres du gouvernement du Burundi pour rencontrer la population.

En commune Muha, ce sont les ministres de la santé publique et de lutte contre le SIDA, celui de l'éducation nationale et de la recherche scientifique, celle de la solidarité nationale, des affaires sociales, des droits de la personne humaine et du genre ainsi que celui de l'hydraulique, de l'énergie et des mines.

Parmi les préoccupations exprimées par les habitants de la commune Ntakangwa, les notables collinaires ont besoin du matériel, les habitants de Buterere se plaignent des inondations récurrentes ainsi que le manque de clôture et d'eau potables à certaines écoles.

En commune Mukaza, les préoccupations de la population sont entre autres le manque de renforcement des capacités pour monter les projets bancables, des départs des fonctionnaires et qui ne sont pas remplacés, la Télévision nationale qui se regarde via les distributeurs des chaînes payantes.

Le manque persistant d'eau de la REGIDESO est la grande préoccupation de la population des quartiers du sud de la capitale Bujumbura, elle craint le pur pendant la saison sèche prochaine et la recrudescence des maladies des mains sales.

A la question du manque de matériel pour les notables collinaires, la Ministre de la Justice, Madame Domine Banyankimbona a répondu que le dossier est avancé et trouvera une solution adéquate avant la fin du mois de juin, mais ces notables sont appelés à comprendre qu'il ne s'agit pas d'un salaire.

Concernant la question de l'absence de clôture et de délimitation à certaines écoles, le Ministre Dieudonné Dukundane en charge des infrastructures a demandé que les Directeurs formulent des demandes écrites via le Ministère de l'Education. Quant au manque d'eau, il faut adresser la demande à la Regideso, a-t-il poursuivi.

Le Ministre en charge de l'Intérieur Monsieur Martin Niteretse a ajouté que l'administration doit s'impliquer dans la délimitation des écoles et autres infrastructures publiques ainsi que dans l'obtention de leurs documents administratifs.

S'agissant des personnes qui ont bloqué certaines avenues notamment au quartier Buhinyuza, le Ministre en charge des infrastructures Monsieur Dieudonné Dukundane a demandé aux requérants de donner tous les renseignements à l'OBUHA et l'Agence Routière du Burundi(ARB) pour que les corrections nécessaires soient faites.

Le Ministre Dieudonné Dukundane a confirmé que le tronçon de la RN9, le long du quartier Mutakura sera bientôt reconstruit, l'entreprise qui a gagné le marché est en train de se préparer à l'exécution des travaux.

Répondant à la préoccupation relative à la flambée des prix des denrées alimentaires, le ministre de l'intérieur a indiqué que la solution c'est l'augmentation de la production.

Mais, le Ministre Martin Niteretse a fait savoir qu'il

faudra aussi qu'il y ait un changement de comportement chez certains commerçants qui spéculent en cachant les produits vivriers pour les revendre plus chers ou à l'étranger.

Et pour augmenter la production, le Ministre en charge de l'intérieur Monsieur Martin Niteretse a expliqué que les habitants de Bujumbura qui le veulent, peuvent passer par la Mairie et demander des terres cultivables à l'intérieur du pays.

Il a appelé les administratifs à veiller au respect des prix des produits Brarudi, du sucre et du ciment Buceco.

Parlant de la circulation routière, le Ministre en charge de l'intérieur a mis en garde ceux qui cognent les poteaux d'éclairage public, disant qu'ils doivent réparer les dommages causés à ces poteaux, parce qu'on ne peut pas continuer à construire alors que d'autres détruisent.

A la question de l'embellissement et l'assainissement des camps militaires, le Ministre en charge de la Défense Ir Alain Tribert Mutabazi a précisé que le plan de réhabilitation des camps existe mais sa mise en œuvre dépend des moyens disponibles au niveau du budget de l'État.

Le Ministre en charge de la Défense a promis de soutenir les projets des anciens combattants qui se regroupent en coopératives. Quant à leurs droits, le ministre a fait savoir qu'on attend la mise en application de la nouvelle loi qui les régit. (www.rtnb.bi)

Lancement du programme d'appui au secteur de la justice appuyé par l'UE

Le Ministre de la justice Madame Domine Banyankimbona en compagnie de l'Ambassadeur de l'Union Européenne (EU) au Burundi Son Excellence Claude Bochu et l'Ambassadeur du royaume des Pays-Bas Burundi, Son Excellence Jeroen Steeghs a procédé au lancement du programme d'appui au secteur de la justice au Burundi (PASJ) entièrement financé par l'UE au Burundi.

Ce programme d'appui au secteur de la justice entièrement financé par l'UE au Burundi à hauteur de 15 millions d'euros est constitué de trois composantes et sera mis en œuvre par l'Agence belge de développement Enabel, l'Ambassade des Pays Bas à travers

l'ONG Organisation catholique d'aide et de développement (CORDAID), Bibliothèque sans frontières en collaboration avec d'autres partenaires issus de la société civile.

Selon l'Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas au Burundi Son Excellence Jeroen Steeghs, ce projet pourra continuer à travailler aux côtés de différents intervenants pour contribuer ensemble à la promotion des Droits humains et à l'accès de la justice équitable.

Les Pays-Bas appuient le Burundi à travers deux projets qui sont exécutés par CORDAID, une ONG néerlandaise et se sont focalisés sur la justice, l'inclusion

des femmes dans le processus de paix et de sécurité. Dans ce nouveau programme d'appui au secteur de la justice, les Pays-Bas en partenariat avec CORDAID vont mettre en œuvre la composante 3 à savoir le projet d'amélioration de l'accès à la justice, au droit à la justice pour les vulnérables.

L'Ambassadeur de l'UE au Burundi Son Excellence Claude

Bochu a indiqué que ce programme d'appui au secteur de la justice marque une nouvelle manière de travailler entre l'UE au Burundi et le Gouvernement du Burundi car son élaboration a tenu compte des engagements démocratiques précis et ambitieux du Gouvernement du Burundi.

Ce programme constitue une opportunité réelle de faire progresser l'Etat de droit et d'assurer la recevabilité du Gouvernement, d'accroître la confiance des citoyens dans leurs institutions et de tenir la promesse d'améliorer les conditions de vie des populations, souligne l'Ambassadeur Claude Bochu.

La Ministre de la justice, Madame Domine Banyankimbona a indiqué que ce programme va contribuer à la mise en œuvre de la stratégie sectorielle du Ministère de la justice 2023-2027 qui est un document stratégique qui traduit la vision politique du Gouvernement du Burundi en corrélation avec le cadre référentiel et les engagements internationaux du Burundi.

Selon la Ministre, Madame Domine Banyankimbona, ce programme vise à renforcer les services judiciaires pour qu'ils soient aptes à fournir des services de qualité à la population, à contribuer à améliorer les conditions de détention, à favoriser l'accès à la justice aux démunis.

Ce programme vise également la digitalisation du secteur de la justice dans les provinces pilotes des projets : Bujumbura, Ngozi, Cibitoke, Muramvya, Mwaro, Cankuzo, Makamba, Musinga, Kirundo, Ruyi-



gi et Karusi.

Le lancement du programme a vu aussi la participation de l'Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas, des Représentants d'Enabel et de Bibliothèques sans Frontières ainsi que de nombreux participants venant des départements ministériels, du secteur et de la société civile.

Les participants ont suivi d'importants exposés et présentations sur le programme, la stratégie sectorielle du Ministère et les activités et objectifs des 3 projets du PASJ.

Ces présentations et échanges vont permettre la mise en œuvre optimale du programme afin qu'il profite aux plus vulnérables et contribue à une justice garante de la dignité des personnes et des Droits humains, indépendante, impartiale, sensible au genre, numérisée et qui répond aux attentes des citoyens burundais comme des investisseurs nationaux ou internationaux.

Les activités de lancement officiel de ce programme d'appui au secteur de la justice ont été clôturées par des signatures sur les Termes de Références par la ministre de la justice Madame Domine Banyankimbona du côté du gouvernement du Burundi et l'Ambassadeur Claude Bochu de la part de l'Union Européenne. (www.rtnb.bi)

Le Gouvernement du Burundi fixe le prix du café cerise A



L'Office pour le Développement du café du Burundi (ODECA) a organisé mardi le 16 mai 2023, une conférence de presse au cours de laquelle, le Directeur Général (DG) de l'ODECA Monsieur Kayobera Leonard a porté à la connaissance du public en général et aux caféiculteurs en particulier que pour cette campagne café 2023-2024, le prix minimum d'achat du café cerise A, fixé par le Gouvernement est de 1280F le kg. Pour le café cerise B, le conseil des Ministres a instruit la commission ad hoc d'y statuer également.

Le DG de l'ODECA a lancé un appel vibrant à la population en général et aux caféiculteurs en particulier de redoubler d'efforts dans l'augmentation de la production et de la qualité du café car le prix a été considérablement augmenté.

Au cours de cette conférence de presse, les dépulpeurs ont été demandé de respecter le prix fixé par le Gouvernement ainsi que les dispositions du règlement de collecte du café cerise, de production du café Parche FULL washed, naturel et miel en vigueur tout en rappelant qu'il est strictement interdit de dépulper le café à la maison car tout dépulpeur doit réceptionner en même temps le café cerise A et le café cerise B a précisé le D G de l'ODECA.

Il a fait savoir que le paiement cash lors de l'achat du

café cerise est strictement interdit, toute fois une avance peut être accordée aux caféiculteurs qui le demande sans toute fois dépassé 50 % de la quantité du café cerise déjà réceptionné ; les centres du café cerise dans les zones couvertes par les stations de dépulpage-lavage sont interdits ; Que chaque station doit être pourvu des fiches pour les caféiculteurs ap-porteurs du café cerise et d'un système de pesée fiable, étalonnée et sans défaut.

Monsieur Kayobera Bernard a fait savoir que la quantité globale exportée jusqu'au 5 mai 2023 est de 16103,536 tonnes pour une valeur de 66377819 dollars

POUR l'ODECA, le café vert produit est de 5640,436 tonnes. La quantité déjà vendue est de 5118,020 tonnes pour une valeur de 22492168USD.

Le Directeur de l'ODECA a interpellé l'administration, les forces de l'ordre et tous les acteurs de la filière café et la population en général de continuer à travailler en étroite collaboration dans la lutte contre les fraudes du café vers les pays limitrophes. (www.rtnb.bi)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Direction de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi